Cf2R

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
Sous la direction d'**Éric Denécé**

LA FACE CACHÉE DES RÉVOLUTIONS ARABES

ellipses

Cf2R

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
Sous la direction d'**Éric Denécé**

Depuis le milieu de l'hiver 2011, en Afrique du Nord et au Proche-Orient, des mouvements de contestation populaire ont pris forme, incarnant les aspirations démocratiques et le ras-le-bol des citoyens à l'égard des régimes tyranniques et corrompus qui les gouvernaient. Ils sont parvenus à provoquer leur chute, mettant fin à des situations qui n'étaient plus acceptables au XXIe siècle.

Telle apparaît la merveilleuse épopée du « printemps » arabe et de ses « révolutions » aux yeux de la majorité de l'opinion publique internationale. Toutefois, derrière ce conte au dénouement heureux se cache une réalité bien différente. Alors que la très grande majorité des médias et des observateurs internationaux a fait de ces « révolutions » arabes, le symbole de l'émancipation des peuples d'Afrique du Nord et du Proche-Orient, il est apparu indispensable à de nombreux experts d'en donner une lecture plus objective.

En effet, plus de dix-huit mois après que se soit levé le vent de révolte qui a balayé le monde arabo-musulman, il est possible de discerner plus distinctement le fil des évements et les jeux d'acteurs qui les ont impulsés.

Ce livre s'attache successivement à étudier et déconstruire les événements ayant eu lieu au Maghreb et au Proche-Orient ; à mettre en lumière le rôle essentiel des acteurs extérieurs à ces « révolutions », dont l'action a été déterminante ; et à évaluer les conséquences du printemps arabe, lesquelles ne semblent pas être à la hauteur des espérances suscitées. Il réunit les contributions de vingt-trois auteurs de huit nationalités différentes - Algérie, Belgique, Côte d'Ivoire, Egypte, France, Mali, Tunisie, Syrie - et d'horizons très divers – femmes et hommes politiques, officiers de renseignement, journalistes, universitaires, etc. Ensemble, ils dénoncent la pensée dominante qui tend à faire du printemps arabe un événement spontané et positif pour les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient et démystifie les « révolutions » arabes en mettant en lumière leurs mécanismes, leur manipulation et leurs retombées négatives.

9 782729 878757

www.editions-ellipses.fr

Table des matières

Présentation
La grande illusion des « révolutions » arabes
Eric Denécé 9

Première partie
Analyse et déconstruction des « révolutions » nationales

Genèse et finalité de la « révolution du jasmin »
Mezri Haddad 39

Tunisie : un laboratoire de la réislamisation
Laurent Artur du Plessis 99

Libye : un avenir incertain
Saida Benhabylès, Yves Bonnet, Dirk Borgers, André Le Meignen et Eric Denécé 125

Libye : l'alliance improvisée Occident/islamistes
Alexandre Ifi 177

Les vraies raisons de la « liquidation » de Kadhafi
Lydie Boka 187

Origines et réalités du « printemps » égyptien
Samir Amin 201

Syrie : une libanisation fabriquée
Saida Benhabylès, Anne-Marie Lizin, Richard Labévière et Eric Denécé 225

Syrie : le dessous des cartes
Majed Nehmé 281

Bahreïn : réformer pour garder l'équilibre
Anne-Marie Lizin 295

Iran : l'oublié du printemps
Yves Bonnet 311

Deuxième partie
Le rôle majeur des acteurs étrangers

Les États-Unis, les pétromonarchies et les révoltes arabes
Taoufik Bourgou 343

« Printemps » arabe : le rôle des États-Unis
Ahmed Bensaada 359

L'influence des ONG américaines sur le printemps arabe : l'exemple de la National Endowment for Democracy
Olivier Guilmain 385

ONG et réseaux sociaux au cœur des révolutions arabes
Yves-Marie Peyry et Alain Charret 415

L'arc de crise internationale et les médias :une lecture médiatique du printemps arabe
Gérald Arboit 425

Troisième partie
Les conséquences internationales du printemps arabe

L'impact de la crise libyenne sur la situation sécuritaire du Nord-Mali
Soumeylou Boubeye Maïga 455

Le retour de la problématique identitaire au Sahara : un effet secondaire du printemps arabe
Laurence Aïda Ammour 463

Sortie de crise au Sahel : plaidoyer pour une refondation de la relation franco-algérienne
Richard Labévière 481

Al-Qaida, grand gagnant des révolutions arabes ?
Alain Rodier 495

Les chrétiens d'Orient et le « printemps arabe »
Yves Bonnet 505

Du printemps arabe à l'hiver islamiste
Alain Chouet 519

Présentation du CF2R

Présentation du CIRET-AVT

Présentation des auteurs

Laurence Aïda-Ammour (France/Algérie). Consultante en sécurité internationale et défense chez *GéopoliSudconsultance*, chercheure associée au Laboratoire *Les Afriques dans le Monde* (ex-CEAN) et au CIDOB (Barcelone). Ancienne du collège de l'OTAN de Rome.
Dernier ouvrage paru : *Algéries en dialogue* (avec Lucie Pruvost), Karthala, Paris, 2009.

Samir Amin (Égypte/France). Economiste et auteur de nombreux ouvrages. Président du forum Mondial des alternatives (FMA), un réseau mondial de *Think Tanks* créé en 1997, acteur des Forum sociaux mondiaux.
Dernier ouvrage paru : *Le monde arabe dans la longue durée, le printemps arabe ?*, le Temps des Cerises, Paris, 2011.

Gérald Arboit (France). Docteur en Histoire et directeur de recherche au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).
Dernier ouvrage paru : *Saint-John Philby contre Lawrence d'Arabie*, collection Espionnage, Ouest France, Rennes, 2012.

Laurent Artur du Plessis (France). Journaliste et essayiste spécialisé dans les problèmes de géopolitique et auteur de nombreux ouvrages. Animateur du blog troisieme-guerre-mondiale.com.
Dernier ouvrage paru : *De la crise à la guerre : La faillite des élites*, Jean-Cyrille Godefroy éditeur, Paris, 2011.

Saida Benhabylès (Algérie). Ancienne ministre de la Solidarité, ancien Sénateur, membre fondateur du CIRET-AVT, Prix des Nations Unies pour la société civile.

Ahmed Bensaada (Algérie). Docteur en physique, enseignant, pédagogue, auteur et essayiste. Lauréat de nombreux prix dont celui du Premier ministre du Canada pour l'excellence dans l'enseignement.
Dernier ouvrage paru : *Arabesque Américaine : Le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe*, éditions Michel Brûlé, Montréal, 2011 ; éditions Synergie, Alger, 2012.

Lydie Boka (France/Côte d'Ivoire). Directrice de StrategiCo (http://www.strategico.fr), société spécialisée dans l'analyse politique, économique et financière et la prévision risques en Afrique. Auteure de monographies sur les pays africains.
Dernier ouvrage paru : *Le Bénin*, L'Harmattan, Paris, 2009.

Yves Bonnet (France) Préfet honoraire, ancien député, ancien directeur de la Surveillance du territoire (DST), président du CIRET-AVT et président du comité stratégique d'IDES Consulting.
Dernier ouvrage paru : *Le grand complot*, Jean-Claude Gawsewitch éditeur, Paris, 2012.

Dirk Borgers (Belgique). Expert indépendant, spécialiste des questions pétrolières. A participé à la mission CIRET-AVT/CF2R en Libye.

Soumeylou Boubèye Maïga (Mali). Ancien Conseiller spécial du Chef de l'État malien, puis chef de cabinet du Président de la République. Directeur général de la Sécurité d'État (le service de renseignement malien), ministre des Forces armées et des Anciens combattants, puis ministre des Affaires étrangères (2011-2012). Il est aujourd'hui Vice-président de l'ADEMA/PASJ (Alliance pour la démocratie au Mali/Parti africain pour la solidarité et la justice), Président de l'association humanitaire AMMA-Source de Vie et Président de l'Observatoire Sahélo-Saharien de Géopolitique et de Stratégie (OSGS).

Taoufik Bourgou (Tunisie). Maître de Conférences HDR en Science Politique, Directeur du Centre d'Etudes de la Politique et des Institutions Américaines (CEPIA), Faculté de Droit, Université Jean Moulin, Lyon 3.
Dernier ouvrage paru : *Terrorisme. Regards croisés dans l'après-11 septembre*, L'Harmattan, Paris, 2011.

Alain Charret (France). Ancien cadre des services de renseignement, rédacteur en chef de *RENSEIGNOR*. Chercheur associé au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).
Dernier ouvrage paru : *Terreur à Monaco*, éditions In Livro Veritas, 2010.

Alain Chouet (France). Ancien chef du Service de renseignement de sécurité de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).
Dernier ouvrage paru *: Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, entretiens avec Jean Guisnel, La Découverte, Paris, 2011.

Eric Denécé (France). Ancien analyste du renseignement, directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).
Dernier ouvrage paru *: Les services secrets français sont-ils nuls ?,* Ellipses, Paris, 2012.

Olivier Guilmain (Belgique). Politologue, diplômé de l'Université libre de Bruxelles et chercheur au Centre d'études comparatives des élections (CECE).
Dernier ouvrage paru : Co auteur de *La société civile, un cheval de Troie ?* (dir. Bernard Owen), Studyrama, Paris, 2012.

Mezri Haddad (Tunisie). Journaliste, écrivain, philosophe et diplomate. Ancien ambassadeur de Tunisie auprès de l'UNESCO.
Dernier ouvrage paru : *La face cachée de la révolution tunisienne. Islamisme et Occident, une alliance à haut risque*, éditions Apopsix, Paris, 2011.

Alexandre Ifi (France). Journaliste. Ancien envoyé spécial du groupe Canal Plus à l'étranger (Irak, Côte d'Ivoire, États-Unis), il produit aujourd'hui à Berlin reportages et documentaires. Depuis le début de l'année 2012, il travaille sur la question de l'intervention occidentale en Libye.

Richard Labévière (France). Grand reporter à la télévision suisse romande (TSR), rédacteur en chef d'*Espritcors@ire*, collaborateur du mensuel *Afrique-Asie* et consultant en relations internationales. Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages.
Dernier ouvrage paru : *Quand la Syrie s'éveillera*, avec Talal el-Atrache, Perrin, Paris, 2011.

André Le Meignen (France). Expert indépendant, vice-président du CIRET-AVT. A participé à la mission CIRET-AVT/CF2R en Libye.

Anne-Marie Lizin (Belgique). Présidente honoraire du Sénat de Belgique et vice-présidente de l'Assemblée plénière de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Elle a été députée européenne, secrétaire d'État aux Affaires européennes, députée, sénatrice et présidente du Sénat belge.

Majed Nehmé (Syrie/France). Directeur de la rédaction du magazine *Afrique/Asie*. Auteur de nombreux ouvrages en arabe, il a notamment dirigé la publication de l'*Encyclopédie politique* Beyrouth, 7 volumes, 1980-1986 (en arabe).

Yves-Marie Peyry (France). Chercheur associé au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

Alain Rodier (France). Ancien officier supérieur des services de renseignement, directeur de recherche au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), en charge du terrorisme et de la criminalité organisée.
Dernier ouvrage paru : *Iran, la prochaine guerre ?*, Ellipses, Paris, 2007.

Présentation

La grande illusion des « révolutions » arabes

Eric Denécé

« Il est possible tromper une partie du peuple tout le temps ou tout le peuple une partie du temps, mais il est impossible de tromper tout le peuple tout le temps ».
Abraham Lincoln

Depuis le milieu de l'hiver 2011, en Afrique du Nord puis au Proche et Moyen-Orient, des mouvements de contestation populaire ont pris forme, incarnant les aspirations démocratiques et le ras-le-bol des citoyens à l'égard des régimes tyranniques, corrompus et népotiques qui les gouvernaient. Ils sont parvenus à provoquer leur chute, mettant fin à des situations qui n'étaient plus acceptables au XXIe siècle.

Telle apparaît la merveilleuse épopée du « printemps » arabe et de ses « révolutions » aux yeux de la majorité de l'opinion publique internationale. Toutefois, derrière ce conte au dénouement heureux, avec ses héros et ses martyrs, se cache une réalité bien différente, que seuls quelques uns ont perçu - parfois assez tôt – et ont eu le courage de dénoncer.

En effet, l'histoire du « printemps » arabe relève d'un *storytelling* remarquable. Sa trame, comme le choix et la mise en valeur des principaux acteurs, sont dignes des meilleurs scénaristes et réalisateurs d'Hollywood. Les talentueux instigateurs de ces événements ont servi aux populations locales, comme aux observateurs étrangers, un *show* monumental qui les a tenus en haleine pendant de longs mois, dans lequel les rebondissements semblaient être le fait de la Providence et dont l'issue est apparemment heureuse… tout au moins jusqu'à aujourd'hui.

Tout cela n'est en réalité, qu'un montage, conçu par quelques machiavéliques *Spin Doctors*. Et la majorité des figurants ont participé à leur insu à cette mise en scène sans même s'apercevoir qu'ils étaient les premiers manipulés : le « public cible » de cette farce était aussi bien dans la rue que devant les écrans de télévision. Cette opération a réussi au-delà des espérances de ses concepteurs : les manifestants, crédules, sont convaincus d'avoir été les auteurs des faits et les maîtres de leur destin, alors même que celui-ci a été décidé par d'autres. L'illusion est donc totale.

Plus de dix-huit mois après que se soit levé le vent de révolte qui a balayé le monde arabo-musulman, il est possible de discerner plus distinctement le fil des événements, les acteurs, scénaristes, réalisateurs et producteurs de cette fiction à laquelle beaucoup ont cru, et beaucoup croient encore.

L'analyse approfondie des événements permet de dégager quatre éléments qui rendent possible la compréhension de la réalité du phénomène derrière la vision fabriquée qui nous en a été donnée :

- l'existence d'un malaise sociétal réel mais instrumentalisé,
- des révolutions pilotées et mises en scènes par l'étranger afin de promouvoir des intérêts nationaux,
- la mise en œuvre de techniques éprouvées de manipulation des foules et de déstabilisation des régimes,
- des conséquences néfastes dont les effets commencent à apparaître.

Genèse et finalité de la « révolution du jasmin » Essai de démystification politique

Mezri Haddad

La face cachée de la révolution tunisienne. Islamisme et Occident : une alliance à haut risque, est le titre exact du livre dont j'avais entamé la rédaction dès mars 2011 et qui a été d'abord édité à Tunis, en septembre de la même année, soit un mois avant la mascarade électorale du 23 octobre 2011, puis réédité en France, en janvier 2012, aux éditions Apopsix. Ce livre était à la fois le témoignage d'un ambassadeur qui était en poste à l'UNESCO au moment des événements baptisés par certains médias la « révolution du jasmin », et le regard analytique d'un philosophe qui, pour avoir codirigé *Daedalos Institute of Geopolitics*, un *Think Tank* des Affaires étrangères chypriotes, pouvait prétendre à quelques compétences en matières de manœuvres géopolitiques, de relations internationales et de rivalités entres les grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis d'Amérique.

La thèse que j'ai soutenue et étayée dans ce livre est la suivante : du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011, nonobstant les causes objectives et endogènes de cette explosion sociale bien réelle, la Tunisie n'a pas vécu une révolution populaire et spontanée, mais a subi une conspiration planifiée, ordonnée et magistralement orchestrée par les stratèges de l'administration américaine, avec la complicité active des grands médias du monde occidental et la naïveté participative de certains autres médias ou observateurs qui ne pouvaient être que solidaires avec cette jeunesse tunisienne aspirant à la démocratie et affrontant courageusement les forces de l'ordre de l'une « des dictatures les plus sanguinaires au monde ». Le but de l'opération ? Changer radicalement les élites politiques au pouvoir, ou plus exactement substituer à ces élites nationalistes et laïques, héritées de la période postcoloniale, une nouvelle classe dirigeante : les islamistes.

Tunisie : un laboratoire de la réislamisation

Laurent Artur du Plessis

Le Printemps arabe est né le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid en Tunisie. On serait tenté de dire qu'il ne pouvait pas venir au monde ailleurs que dans ce pays si moderne, ouvert, éduqué, raffiné. Ce fut « la Révolution de jasmin ». La révolution tunisienne fut l'aînée de celles d'Égypte, du Yémen, de Libye : les espérances démocratiques s'épanouissaient sur les tombes du despotisme.

Le 23 octobre 2011 se tinrent les premières élections libres depuis l'indépendance du pays en 1956 et depuis le début du Printemps arabe. Il s'agissait d'élire, dans le cadre d'un scrutin proportionnel à un tour, une assemblée constituante de 217 sièges qui aurait la charge de désigner un gouvernement provisoire et d'organiser de nouvelles élections, législatives cette fois, dans un délai d'un an. La campagne électorale, qui s'était déroulée du 1er au 21 octobre, avait porté principalement sur les thèmes de la laïcité et de l'islam dans la vie politique. C'est dire si, dans cette consultation électorale, le peuple tunisien se prononçait sur un choix de société plus que sur les problèmes économiques qui avaient déclenché la révolution.

Les résultats des élections du 23 octobre 2011 stupéfièrent les Tunisiens qui avaient fait la Révolution de jasmin, et l'Occident qui l'avait rendue possible en muselant les velléités répressives de Zine el-Abidine Ben Ali : le parti islamique Ehnnada obtenait la majorité relative avec 37 % des suffrages et 89 sièges. Il devançait d'un million de voix le Congrès pour la République (CPR), appartenant à la gauche laïque, qui remportait 29 sièges seulement. En troisième position arrivaient les élus de « La Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement », une formation indépendante totalement inconnue avant les élections, avec 26 sièges. La quatrième place revenait au Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), un parti politique social-démocrate connu sous le nom d'Ettakatol, qui remportait 20 sièges. En queue de peloton, venaient le Parti démocrate progressiste (PDP - gauche), avec 16 sièges, et le Pôle démocratique moderniste (PDM – gauche) avec 5

Libye : un avenir incertain
Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des belligérants libyens[1] (mai 2011)

Saida Benhabylès, Yves Bonnet, Dirk Borgers,
André Le Meignen et Eric Denécé

Organisée à l'initiative du Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT[2]) et du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R[3]), et avec le soutien du Forum pour la paix en Méditerranée[4], une délégation internationale d'experts s'est rendue tour à tour à Tripoli et en Tripolitaine (du 31 mars au 6 avril 2011), puis à Benghazi et en Cyrénaïque (du 19 au 25 avril 2011), afin d'évaluer la situation libyenne en toute indépendance et neutralité et de rencontrer les représentants des deux parties.

La délégation comprenait :

- Mme *Sayda Benhabylès* (Algérie), ancienne ministre de la Solidarité, ancien Sénateur, membre fondateur du CIRET-AVT, Prix des Nations Unies pour la société civile,
- Le *Préfet Yves Bonnet* (France), préfet honoraire, ancien député, ancien directeur de la Surveillance du territoire (DST), président du CIRET-AVT,
- Mr *Dirk Borgers* (Belgique), expert indépendant,
- Mr *Eric Denécé* (France), directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R),
- Mr *André Le Meignen* (France), expert indépendant, vice-président du CIRET-AVT.

Les principes qui ont guidé l'action de la délégation sont les suivants :

1. Ce rapport n'intègre que les événements survenus jusqu'au 30 avril 2011.
2. http://www.ciret-avt.com/
3. http://www.cf2r.org
4. http://www. mpforum.org/

Libye : l'alliance improvisée Occident/ islamistes

Alexandre Ifi

Sans la France, sans l'appui des pays occidentaux et de l'OTAN, jamais les rebelles libyens n'auraient pu renverser Mouammar Kadhafi. Pourtant, au moment d'analyser cette « révolution », il faut commencer par saluer le courage des hommes, de simples civils pour la plupart, qui ont osé défier, mi-février à Benghazi, un dictateur imprévisible et sanguinaire au pouvoir depuis 40 ans.

Un soulèvement spontané

Ils ont commencé par se retrouver un peu par hasard le 15 février 2011 devant le commissarait de Benghazi. Au début, ils n'étaient qu'une poignée, quelques dizaines de personnes, à se rassembler pour dénoncer l'arrestation de Fathi Terbil, un avocat de 39 ans, défenseur des familles des victimes du massacre dit « de la prison d'Abu Salim », le lieu où, en 1996, le régime de Mouammar Kadhafi a fait fusiller 1 200 prisonniers politiques. Fathi Terbil est un opposant notoire. En cette mi-février, il cherche à imprimer des tracts pour inciter la population à descendre dans la rue le 17, jour de mobilisation nationale lancée sur les réseaux sociaux.

C'est à ce moment-là que les forces de l'ordre commettent une erreur. Abdallah Senoussi, le responsable des services secrets et par ailleurs beau-frère du Guide, ordonne la dispersion totale de ce rassemblement. Les policiers chargent, ils frappent les manifestants à coups de matraque. Cette violence, disproportionnée par rapport à la menace que représente ce rassemblement, attise la colère des habitants de Benghazi qui se retrouvent encore plus nombreux dans les rues. Le 17 février, à Benghazi, à Derna et à Al-Beïda, des dizaines de milliers de personnes bravent l'interdiction de manifester décrétée par le régime. Les forces de l'ordre tirent à balles réelles sur la foule.

Les vraies raisons de la « liquidation » de Kadhafi

Lydie Boka

La Libye de Muammar Kadhafi n'a pas été épargnée par la vague de contestation qui a secoué l'Afrique du Nord au printemps 2011. Pourtant, les conditions socio-économiques de la *Jamahiriyah* n'avaient rien de commun avec celles de ses voisins. En effet, bien que l'économie ait été loin d'être florissante, le niveau de vie des Libyens était bien supérieur à celui des Tunisiens, Égyptiens et de pays voisins du sud. Certes, le régime était une dictature et le contrôle étroit qu'exerçait le Guide et ses services de sécurité sur la population ne permettait guère aux opposants de se structurer et de passer à l'action. Surtout, il n'existait aucun courant pro démocratique en Libye.

Pourtant, encore plus qu'ailleurs, la spontanéité d'une révolution populaire paraît surprenante. C'est que les raisons du renversement de Kadhafi, dissimulées sous l'appellation de « printemps libyen » ou de « révolution du 17 février » sont à chercher ailleurs. Elles résident dans les relations complexes et dégradées du dirigeant libyen avec les monarchies du golfe Persique et avec les États occidentaux, soucieux d'assurer leur approvisionnement énergétique. Ses relations difficiles avec les pays africains ont achevé de faire le reste.

Les différends avec les États du Golfe et la Ligue arabe

La Libye a assuré la présidence de la Ligue arabe en 2010-2011. Mais cela n'a pas porté chance à Kadhafi qui aura tout essayé avec ses frères arabes, lesquels finiront par le « lâcher ». Il a probablement sincèrement cru à une union arabe, trouvant « *ironique que les Américains et les Soviétiques, qui n'ont pas la même origine, arrivent à créer des fédérations, tandis que les Arabes n'y arrivent pas* ». Il a essayé l'Union arabe, fédération souple entre l'Égypte, le Soudan et la Libye en 1969, déclarant « *la Libye a l'argent, le Soudan les terres et l'Égypte les hommes* » ; puis il a tenté un rapprochement avec la Syrie en 1970,

Origines et réalités du « printemps » égyptien

Samir Amin

Pendant la période de Bandoung et du Non -alignement (1955/1970-75), certains pays arabes se situaient aux avant-gardes des luttes pour la libération nationale et le progrès social. Ces régimes (Nasser en Égypte, le FLN algérien, le Baas en Syrie et en Irak) n'étaient pas démocratiques au sens occidental du terme - il s'agissait de régimes de parti unique-, ni au sens que je donne au terme qui implique le pouvoir exercé par les classes populaires par elles-mêmes. Mais ils n'en étaient pas moins parfaitement légitimes par les réalisations importantes à leur actif : un bond gigantesque de l'éducation qui permettait une ascension sociale vers le haut (les enfants de classes populaires entrant dans les classes moyennes en expansion), de la santé, des réformes agraires, des garanties d'emploi au moins pour tous les diplômés de tous les niveaux. Associées à des politiques d'indépendance anti impérialistes, ces réalisations faisaient la force des régimes, en dépit de l'hostilité permanente des puissances occidentales et des agressions militaires perpétrées par l'intermédiaire d'Israel.

Mais, après avoir réalisé ce dont ils étaient capables en deux décennies par les moyens qui leur étaient propres (des réformes mises en œuvre par en haut, sans jamais autoriser les classes populaires à s'organiser par elles même), ces régimes se sont essoufflés. L'heure de la contre-offensive de l'impérialisme avait sonné. Pour conserver leur pouvoir, les classes dirigeantes ont alors accepté de se soumettre aux exigences nouvelles dites du « néolibéralisme » - ouverture extérieure incontrôlée, privatisations etc. De ce fait, en quelques années tout ce qui avait été acquis a été perdu : retour massif du chômage et de la pauvreté, inégalités scandaleuses, corruption, abandon international de la dignité et soumission aux exigences de Washington, voire d'Israël. En réponse à l'érosion rapide de leur légitimité les régimes ont répondu en glissant vers des pratiques de répression policières aggravées, avec le soutien de Washington.

Syrie : une libanisation fabriquée
Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des protagonistes de la crise syrienne[1] (janvier 2012)

Saida Benhabylès, Anne-Marie Lizin,
Richard Labévière et Eric Denécé

Organisée à l'initiative du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R[2]) et du Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT[3]), une délégation internationale d'experts s'est rendue en Syrie du 3 au 10 décembre 2011, afin d'évaluer la situation syrienne en toute indépendance et neutralité et de rencontrer les protagonistes de cette crise qui dure depuis neuf mois. Elle a complété sa mission d'évaluation par des rencontres avec divers représentants de l'opposition syrienne à l'étranger, ainsi qu'avec de nombreux experts européens des questions proche-orientales.

La délégation comprenait :

- Mme *Saïda Benhabylès* (Algérie), ancienne ministre de la Solidarité, ancienne sénatrice membre fondateur du CIRET-AVT, Prix des Nations Unies pour la société civile ;
- *Richard Labévière* (France), consultant international et écrivain spécialiste des Proche et Moyen-Orients, ancien rédacteur en chef à Radio France internationale (RFI) et de la revue *Défense* (Institut des hautes études de Défense nationale/IHEDN), membre fondateur du CIRET-AVT ;
- *Eric Denécé* (France), directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

Mme *Anne-Marie Lizin* (Belgique) a également participé à la préparation et à la rédaction de ce rapport, bien que n'ayant pu se rendre en Syrie avec les autres membres de la délégation pour des raisons d'emploi du temps. Anne-Marie

1. Ce rapport n'intègre que les événements survenus avant fin décembre 2011, jusqu'à la veille du déploiement des observateurs de la Ligue arabe.
2. http://www.cf2r.org
3. http://www.ciret-avt.com/

Syrie : le dessous des cartes

Majed Nehmé

Des informations très contradictoires et souvent fausses parviennent en Europe sur ce qui se passe actuellement en Syrie. Il est ainsi difficile de comprendre quelle est la situation exacte dans ce pays. Aussi est-il utile de rappeler quelques points pour mieux saisir la complexité de la crise syrienne, ses racines et ses enjeux.

Un pays en état de guerre

Comme l'a reconnu le chef de l'État syrien dans son discours du 26 juin dernier, à l'occasion de l'investiture du nouveau gouvernement syrien, « *nous vivons une véritable situation de guerre ! Toutes nos politiques et tous les secteurs doivent être mis au service de la victoire dans cette guerre !* » Il s'agit donc d'un aveu majeur, quoique tardif, car jusqu'ici le mot « guerre » était soigneusement évité. Le pouvoir a cherché à dédramatiser la gravité de la situation, se contentant de parler de « bandes armées », de « terroristes » ou de « djihadistes d'Al-Qaïda » infiltrés dans le pays via le Liban, la Turquie, la Jordanie et passablement via l'Irak. Pratiquement tous les pays limitrophes participent d'une manière ou d'une autre à cette guerre !

Le régime syrien a longtemps hésité avant de jeter toutes ses forces dans la balance estimant, à tort, qu'il était en mesure de venir à bout de cette rébellion armée à moindres frais. Il a d'abord surestimé la solidité du front intérieur, tout comme l'ampleur des engagements financiers et militaires des Occidentaux, de la Turquie et des pays du Golfe en faveur de la rébellion. Il voulait également éviter de rééditer le scénario de la ville de Hama de 1982 quand Hafez al-Assad, le père de l'actuel président, y avait écrasé dans le feu et le sang, après quatre années de guérilla islamiste, un ultime soulèvement armé, sous la conduite d'*Al Tali'a al Mouqatila* (« L'avant-garde combattante »), branche armée des Frères musulmans syriens). Cette faction minoritaire et dissidente des Frères musulmans avait auparavant multiplié les attentats

Bahreïn : réformer pour garder l'équilibre

Anne-Marie Lizin

Cet article est basé sur plusieurs visites à Bahrein et de multiples rencontres, sur place et en France, depuis les évènements qui ont secoué ce petit pays. De nombreuses raisons ont attiré mon intérêt : la volonté répétée de se situer comme monarchie, dans ce concert d'émirats ne pouvait qu'attirer l'attention d'une citoyenne du Royaume de Belgique, qui connait le type de solidarité auquel ce mot fait référence. Mais bien plus encore, ce sentiment, incompris en France, de rencontrer une minorité qui craint sa dissolution à terme dans un processus qui accroit inexorablement les droits de la majorité numérique de la population, majorité qui fait savoir au monde entier son hostilité a l'égard de la minorité. Les Belges francophones, et en particulier ceux qui sont originaires de Wallonie, savent très exactement de quoi je veux parler : nous nous savons minoritaires et nous regardons, sans aucune capacité de l'arrêter, ce mouvement flamand, une majorité numérique de Belges occupés a nous appauvrir et a nous rejeter, usant de discours racistes et discriminatoires fondés, selon eux, sur des faits historiques qui auraient privés la majorité flamande de ses droits pendant les siècles précédents… La revanche dure déjà depuis 50 ans, interrompue à peine par la période de l'immédiat après-guerre ou l'adhésion – et la collaboration franche - des Flamands aux thèses germaniques fut, malgré tout, payée a son juste prix. Mais le mouvement de revanche a repris de plus belle, s'appuyant malheureusement sur des Wallons prêts a toutes les trahisons pour être les valets de ces nouveaux dirigeants de Flandre. Les points communs avec le Bahrein sont donc plus importants que la géographie ne le donne a penser.

Ces considérations préliminaires doivent être écrites, afin que nos lecteurs situent le problème de Bahrein dans un contexte d'analyse globale qui dépasse le simple slogan « majorité chiite contre minorité sunnite » que nous entendons en permanence dans les médias francophones. Ajoutons également que le terme de « printemps » arabe prend - enfin ! - l'eau de toute part et que ce n'est pas trop tôt ; c'est même très tard à nos yeux. Nous ne pouvons

Iran : l'oublié du printemps

Yves Bonnet

Dans leur précipitation à encenser un « printemps arabe » qui servait admirablement leurs intérêts, et détournait l'attention du théâtre d'opérations afghan où elles subissent, jour après jour, l'affront de leur impuissance reconnue, les puissances majeures de l'Occident ont oublié LE principal fauteur de troubles du Moyen-Orient, la « République islamique d'Iran », en passe de s'inviter au club très fermé des pays disposant de l'arme nucléaire, d'en devenir le neuvième membre et de bouleverser la donne stratégique régionale, en ôtant à Israël le monopole de la « bombe atomique » dans une longue tradition régionale faite, depuis l'apparition de l'État hébreu, d'affrontements, militaires et terroristes.

La publication du dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la réalité de la poursuite par l'Iran d'objectifs nucléaires à caractère militaire confère à l'inquiétude de la communauté internationale un caractère d'urgence qui affole les chancelleries, jusqu'alors enclines à composer avec des maîtres de l'esquive et de la mauvaise foi.

Comment se peut-il que l'impasse ait été faite sur un pays qui, avec la Corée du Nord, et quelques dictatures d'une autre époque, met en œuvre le système de répression le plus contraignant et le plus sanguinaire qui soit à l'encontre de sa propre population ? Un pays qui pratique le terrorisme d'État jusqu'à mériter l'émission de mandats d'arrêt internationaux à l'encontre de cinq de ses dirigeants ? Le seul qui bafoue si allègrement les conventions internationales, les usages diplomatiques en organisant le sac d'ambassades et l'arrestation de diplomates ?

La réponse n'est pas seulement à rechercher dans la raison d'État ni dans l'« *Advocacy Policy* » américaine qui organise la mainmise de notre cher allié sur l'économie mondiale ni dans l'émergence de la Chine soucieuse de ses approvisionnements stratégiques ni dans la politique immuable de la Russie d'accès aux mers libres, ni dans la stratégies des grandes compagnies pétrolières ou automobiles européennes, elle se trouve dans la politique de

Les États-Unis, les pétromonarchies et les révoltes arabes

Taoufik Bourgou

Loin de constituer une vraie voie politique capable de résoudre les problèmes des pays en révolte, la victoire électorale des partis religieux conservateurs ou des groupes dirigeants arrivés aux affaires en Tunisie, en Libye et en Égypte, n'est en réalité que le prodrome de la grave crise que traversent les sociétés arabes, travaillées depuis les indépendances par le flux et le reflux du rapport identité(s) et politique. La crise qui ne commence pas à la chute des régimes de Ben Ali, de Moubarak et de Kadhafi, mais bien plutôt, trouve dans les évènements de décembre 2010 à aujourd'hui une illustration du rapport problématique identité(s)/politique/faillite d'États. La prise du pouvoir par les partis ou groupes islamistes, la mise en agenda religieux du politique dans les pays des révoltes arabes ne constituent à nos yeux que l'un des indicateurs d'une crise bien plus profonde du politique dans ces pays.

Une des facettes de cette crise multiforme serait le rapport à l'Occident en général et aux puissances tutélaires plus spécifiquement. La France et les États-Unis sont interrogés à travers cette crise dans leurs visions respectives de cet espace mosaïque. Depuis longtemps, les puissances tutélaires du monde arabo-musulman sont en recherche d'un code d'action vis-à-vis d'un espace qui menaçait de basculer dans une hostilité ouverte envers l'Occident, après un processus de basculement en jeu de dominos. C'est une hypothèse prégnante chez les analystes depuis la chute du shah d'Iran et l'avènement sur la scène politique de partis et groupes se réclamant de l'islam politique et prônant une rupture non seulement avec les pays occidentaux, mais aussi avec le modèle politique en cours et hérité des décolonisations.

Depuis 1979, les questions auxquelles essayent de répondre les puissances tutélaires (spécifiquement les États-Unis) sont les suivantes : comment, compte tenu de l'importance stratégique de l'espace arabo-musulman, accompagner des transformations, susciter des réformes, voire accompagner des révolutions

« Printemps » arabe : le rôle des États-Unis[1]

Ahmed Bensaada

> *« En politique, rien n'arrive par accident. Si quelque chose se produit, vous pouvez parier que cela a été planifié de cette façon ».*
> Franklin D. Roosevelt (1882-1945), 32e président des États-Unis d'Amérique.

Le 8 février 2012, soit quasiment une année après la chute du président Moubarak, les journaux du monde entier reprenaient une nouvelle en provenance du Caire : « *Égypte : la justice accuse des ONG d'activités "politiques" illégales* »[2]. On pouvait y lire : « *Ces tensions font suite à des perquisitions dans 17 locaux d'ONG égyptiennes et internationales le 29 décembre dernier. Parmi elles figurent les organisations américaines National Democratic Institute (NDI), International Republican Institute (IRI) et Freedom House* ». Et d'ajouter que trois sénateurs américains, dont le républicain John McCain (sénateur de l'Arizona et ancien candidat à la Maison-Blanche) « *ont mis en garde l'Égypte mardi sur ce sujet, estimant que le risque d'une rupture "catastrophique" entre les deux pays avait rarement été aussi grand* ».

Quelques jours plus tard, lors du procès, la presse mentionnait que : « *seuls sept des 19 Américains inculpés sont présents en Égypte, selon le responsable d'une ONG américaine, les autres ayant quitté le pays avant que l'interdiction de sortie du territoire ne soit prononcée. Certains, comme Sam LaHood, respon-*

1. Il ne sera question, dans ce chapitre, que du rôle des États-Unis dans la première phase des révoltes, celle considérée comme non violente. La seconde phase fera l'objet d'un travail ultérieur.
2. AFP, « Égypte : la justice accuse des ONG d'activités "politiques" illégales », Le Point.fr, 8 février 2012, http://www.lepoint.fr/monde/Égypte-la-justice-accuse-des-ong-d-activites-politiques-illegales-08-02-2012-1428827_24.php

L'influence des ONG américaines sur le printemps arabe : l'exemple de la *National Endowment for Democracy*

Olivier Guilmain

> « *La plus grande part de controverses qui embarrassent l'humanité dépend de l'usage douteux et incertain des mots et du caractère indéterminé des idées qu'ils désignent.* »
> John Locke, Essai sur l'entendement humain (1690.)

Le gouvernement des États-Unis dépense chaque année plus de 1,5 milliard de dollars au titre des programmes liés à la promotion et à la consolidation de la démocratie dans le monde. Washington dispose de ressources humaines et logistiques et du savoir-faire adéquat pour appuyer ceux qui cherchent à réaliser des réformes démocratiques à l'étranger. Il est à présent établi que depuis le second mandat présidentiel de Ronald Reagan (1984-1988) cette démarche, qui est animée d'un véritable souci de retour sur investissement, se fait intelligemment, loin du bruit de bottes qui caractérisait les actions trop voyantes et controversées de la CIA, entreprises entre les années 1950 et le début des années 1980.

Désormais, l'action des ONG financées largement par des fonds privés-publics américains fait partie d'une politique concertée pour une implantation plus solide des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord[1]. Les fondations privées américaines exercent ainsi une influence déterminante sur les modifications politiques et sociales en cours dans la région MENA.

1. Région désignée en anglais sous le vocable MENA (*Middle-East and North Africa*), que nous utiliserons dans ce texte.

ONG et réseaux sociaux au cœur des révolutions arabes

Yves-Marie Peyry et Alain Charret

« *Nous voulons nous joindre à vos conversations* », signé #State-Dept. Ce message, simple mais direct, diffusé sur Twitter à l'attention des cyberdissidents arabes au moment des révolutions, provient du cœur névralgique de la stratégie américaine, le Département de la Défense. Son auteur Alec Ross, jusque-là inconnu, est devenu le symbole de cette nouvelle diplomatie mise en œuvre par le gouvernement Obama. En effet, ce jeune conseiller de Hillary Clinton, co-fondateur de l'organisation *One Economy,* est à la tête du service de l'innovation, le pôle « nouvelles technologies » du Département de la Défense. Passé de l'ombre à la lumière en quelques mois, Alec Ross est désormais qualifié de « l'homme qui twitte les révolutions ». Son action confirme, si besoin était, l'assistance cybernétique apportée par le gouvernement américain aux dissidents arabes. Une aide qui, selon Alec Ross, prouve que cette technologie pouvant servir à surveiller les citoyens peut aussi devenir une arme pour les libérer. Une arme redoutable puisque grâce à elle, les révolutionnaires arabes ont remporté une bataille décisive, nécessaire à la victoire finale, celle de la communication. Sans elle, les révolutions ne s'exportent pas, restent oubliées de l'opinion publique et finissent, le plus souvent, par s'éteindre dans l'indifférence générale.

Qui aurait pu prévoir les départs de Ben Ali, Moubarak ou Kadhafi ? Les gouvernements de Tunisie, d'Égypte ou de Libye, qui avaient su contenir la parole dissidente pendant de nombreuses années, ne sont pas parvenus à étouffer les révoltes récentes malgré la censure imposée. Indiscutablement, l'issue des révolutions ne s'est pas jouée uniquement dans la rue mais également sur la Toile. Un rôle déterminant qui a révélé une force nouvelle, celle d'Internet et des réseaux sociaux.

L'arc de crise internationale et les médias : une lecture médiatique du printemps arabe

Gérald Arboit

Les médias sont entrés dans « l'arc de crise », plutôt qu'ils n'en commentèrent l'actualité, lors de la décision américaine d'envahir l'Irak en 2003. Conscients de s'être fait manipulés et jurant, comme à chaque fois, qu'on ne les y reprendrait pas, ils en sont rapidement revenus à un rôle de *watchdog*. Toutefois, selon que le pays d'où ils traitent l'information avait ou non des troupes en Irak, la « nationalisation » du traitement médiatique de l'arc de crise diffère. Dans un cas, l'emploi d'une force militaire prime sur le commentaire que peuvent affecter, dans l'autre cas, des médias simplement désireux de faire leur travail. Les guerres d'Irak et d'Afghanistan, le terrorisme d'Al-Qaïda en Asie, puis en Afrique, sont devenus des objets télévisuels, tirant leur narration de la scénarisation des attentats du 11 septembre 2001.

La notion même « d'arc de crise » est devenue, médiatiquement parlant, plus élastique. Stratégiquement admise comme un espace allant du Maroc à l'Indonésie, où se joue le « choc des civilisations », elle est devenue pour la presse écrite et audiovisuelle de masse une narration reliant tous les points chauds semblables se produisant dans un laps de temps raccourci. Depuis octobre 2010, elle scénarise ainsi le long enchaînement de crises internationales, politiques (Côte d'Ivoire, Tunisie, Algérie, Yémen, Égypte, Bahreïn, Libye, Syrie) aussi bien qu'environnementale (Fukushima), qui coïncide pour partie à cette longue séquence baptisée « printemps arabe ». Cette appellation, elle-même d'origine médiatique, tend à couvrir les événements commencés le 17 décembre 2010 en Tunisie et ayant bientôt enflammés le Maghreb et le Machrek dans un mouvement régional sans précédent. Mais l'arc de crise englobe plus largement la crise politico-militaire de Côte d'Ivoire, comme la divulgation des documents diplomatiques américains par le site WikiLeaks — médiatiquement baptisé « *Cablegate* » —, toutes deux à partir du 28 novembre 2010, et l'accident nucléaire de Fukushima,

L'impact de la crise libyenne sur la situation sécuritaire du Nord-Mali

Soumeylou Boubeye Maïga

L'insistance des Occidentaux à se débarrasser de Kadhafi, coûte que coûte, et au plus vite, a ouvert une véritable boite de Pandore, lançant des hordes d'islamistes à l'assaut du Mali. Dès le départ, Bamako avait dit à ses partenaires que la chute de Kadhafi devait être mieux pensée, car ses conséquences pourraient être un facteur important de déstabilisation de la sécurité nationale, tant du point de vue militaire que des populations, touarègues notamment. Ces avertissements sont restés lettre morte. Du jour au lendemain, le Mali s'est trouvé confronté à des flux de réfugiés démunis en provenance du nord, aggravant la pauvreté à laquelle était déjà confronté le pays. Dans leurs bagages devait très vite arriver la deuxième vague, celle des anciens soldats de l'armée de Kadhafi, par milliers, avec du matériel de guerre sophistiqué.

Un facteur accélérateur de la désagrégation de l'unité nationale et territoriale

Une situation locale favorable au rejet de l'autorité de l'État malien

Il faut dire que le terreau était fertile. Depuis des années, les populations du Nord - dont les Touaregs ne constituent qu'une partie - se sentaient délaissées par les programmes de l'administration centrale. Toutes communautés confondues, elles partagent le sentiment que leurs régions sont négligées, voire abandonnées. Bamako, évoquant la pauvreté de ses moyens, avait cependant appelé la communauté internationale au secours, pour la mise en place d'un vaste programme de développement cher aux autorités d'alors. Laxisme, manque de suivi et instrumentalisation des rivalités inter et intra-communautaires ont fait le reste.

Le retour de la problématique identitaire au Sahara : un effet secondaire du printemps arabe[1]

Laurence Aïda Ammour

L'irruption de revendications communautaires puisant dans la matrice des identités sahariennes séculaires représente un phénomène collatéral inattendu du « printemps arabe ». Avatars du long hiver autoritaire et de l'immobilisme des États centraux, ces conflictualités ravivées à la périphérie des territoires nationaux sont le fait de communautés flottantes jusqu'ici invisibles, éloignées du cœur des soulèvements, aujourd'hui désireuses de s'insérer dans le processus général d'émancipation. La résurgence de ces anciens conflits replace de façon brutale la problématique identitaire au centre du devenir des États-nations et des préoccupations régionales et internationales.

Les espaces charnières saharo-sahéliens, à cheval sur plusieurs pays, ont depuis toujours cristallisé les luttes d'influence et les projections de puissance des États nord-africains sur leurs suds respectifs ou sur ceux de leurs voisins, reproduisant ainsi les inégalités traditionnelles des relations Nord-Sud. En effet, depuis les indépendances, les États maghrébins sont engagés dans des projets géopolitiques transfrontaliers qui prennent des formes variées, mais dont le fondement commun reste la question des frontières intra-sahariennes. Le maintien de frontières incertaines, au tracé contesté ou inachevé, présente l'avantage de pouvoir réactiver un contentieux à tout moment et selon les besoins de politique intérieure, d'exercer une pression sur ses voisins et d'entretenir l'incertitude sur le comportement et les intentions des protagonistes. Les frontières sont devenues des lignes de front dont pâtissent les communautés

1. Cette contribution reprend en partie et développe deux articles précédents de l'auteur : « Nouveaux défis sécuritaires en Afrique du Nord après le printemps arabe », *Policy Paper* n°2012/4, Geneva Centre for Security Policy, Genève, mars 2012 ; et « L'après-Kadhafi au Sahara-Sahel », *Notas Internacionals* n°44, CIDOB, Barcelone, janvier 2012.

Sortie de crise au Sahel : plaidoyer pour une refondation de la relation franco-algérienne[1]

Richard Labévière

Les derniers événements survenus dans la région sahélienne s'inscrivent dans l'arc traditionnel des crises méditerranéennes. A titre de rappel, on peut les formaliser à travers cinq dimensions constitutives d'une « zone grise » :

- Premièrement, on finit toujours par revenir aux effets déstructurants du conflit israélo-palestinien dont le dernier avatar concerne les gisements gaziers disputés - dits du « Léviathan » - dans les eaux territoriales libanaises.
- Deuxièmement, nous avons la question de Chypre qui met aux prises Turcs et Grecs depuis 1974 avec sa ligne verte qui coupe l'île en deux, la fameuse « ligne Attila ».
- Troisièmement, la question du Sahara occidental, qui n'est pas directement méditerranéen, mais qui bloque, qui empêche, l'émergence d'une Union du Maghreb unifié.
- Quatrièmement, nous avons tous les flux du crime organisé, drogues, armes et êtres humains dont le port de Tanger constitue l'une des principales têtes de pont.
- Enfin, cinquièmement, nous avons tous les produits dérivés des mal nommées « révolutions arabes », en provenance de Tunisie, d'Égypte, du Yémen et de Libye. Cette cinquième menace - service après-vente des dites « révolutions » arabes - fonctionne désormais comme le catalyseur de toutes les autres. Elle s'impose, en tout cas, comme la contradiction principale d'un espace méditerranéen plus que jamais problématique.

1. Cet article reprend l'essentiel des éléments d'une intervention faite à Alger, le 3 juin 2012 à l'initiative de l'Institut national des études de stratégie globale (INESG).

Al-Qaida, grand gagnant des révolutions arabes ?

Alain Rodier

Beaucoup d'observateurs se demandent où en est Al-Qaida après la mort de son leader Oussama Ben Laden, tué le 2 mai 2011 à Abbottabad, au Pakistan, par des *Navy SEALs* américains, les forces spéciales de la marine américaine. Il semble que l'organisation terroriste est, une fois encore, en cours de restructuration. Une chose est certaine, c'elle n'est pas morte avec son chef. Si son importance dans la zone AFPAK (Afghanistan-Pakistan) semble stagner voire diminuer, l'organisation djihadiste, après une période de grande incertitude, jouerait désormais un rôle accru en Afrique et au Proche-Orient profitant des troubles créés par les révolutions arabes. Si Al-Qaida ne les a ni initiées, ni même anticipées, elle tente désormais de les accompagner de manière à se régénérer.

Le docteur al-Zawahiri, nouveau chef d'Al-Qaida

Le nouveau chef d'Al-Qaida, le docteur égyptien Ayman al-Zawahiri, désigné officiellement le 16 juin 2011, est l'héritier naturel de Ben Laden car il était membre fondateur et numéro deux du mouvement et, en fait, sa véritable cheville ouvrière.

La personnalité d'al-Zawahiri, très différente de celle de Ben Laden, laisse penser que la stratégie d'Al-Qaida va évoluer, certes lentement, car les moyens logistiques et humains du mouvement restent pour le moment les mêmes si l'on excepte les armes qui ont été récupérées en Libye.

Autant Ben Laden était extrêmement pieux, archaïque, calme, replié sur lui-même et ne connaissant que peu le monde extérieur, autant al-Zawahiri paraît être plus « moderne » et ouvert à l'international. Son parcours chaotique (Égypte, Soudan, Afghanistan, Asie centrale, etc.) lui a permis d'acquérir une grande expérience opérationnelle dans le domaine de la guerre secrète. Il a

Les chrétiens d'Orient et le « printemps arabe »

Yves Bonnet

Il faut le dire tout net : il y a, à mon sens, quelque chose de choquant dans la condescendance avec laquelle nous traitons nos frères, les chrétiens d'Orient, et en ce que l'association des termes de chrétien et d'Orient ne nous semble pas aller de soi, comme si nous oubliions les origines et les racines orientales du christianisme, à commencer par celles de Jésus et des apôtres qui, non content de porter son message, ont précisément évangélisé, au sens propre du terme, un immense territoire, qui va de la Mésopotamie au Machrek et au Maghreb, bien avant que l'empereur Constantin Ier n'impose, au IVe siècle, la pratique de la nouvelle religion à tout l'empire romain,

C'est une imposture historique que de présenter l'église chrétienne comme un arbre noueux et solide qui plonge ses racines dans le sol latin (Constantin était ou serait serbe) et étend généreusement ses branches jusqu'en Asie mineure, en Amérique et en Australie, avec, jonchant le sol, les rameaux morts des schismes et des hérésies, qui portent les noms de Marcion, d'Arius, d'Eutyches, de Photius, de Luther, de Calvin ou d'Henri VIII. La vérité est que ces terres qui se nomment aujourd'hui Palestine, Liban, Syrie, Irak, Égypte, Libye ou Algérie furent chrétiennes, et de quelle façon, avant Rome ou Lutèce et sans qu'il eût fallu alors pour y décider leurs habitants un empereur touché par la grâce.

Souvenons-nous de nos humanités : si le christianisme, hérésie scandaleuse, se développe principalement dans les milieux juifs de Palestine et de la diaspora, il aborde aussi, dès son début, les milieux païens, Or, si nos documents écrits en grec se focalisent sur le monde occidental, il serait réducteur d'occulter son développement dans le monde païen oriental, dont la langue de culture est l'araméen : la Transjordanie, l'Arabie, la Phénicie, la Coelésyrie (la vallée de la Bekaa), l'Adiabène (le Kurdistan irakien), l'Osroène (le nord de la Mésopotamie) et le royaume des Parthes (l'Iran) évangélisé par Thomas. C'est l'ensemble

Du printemps arabe à l'hiver islamiste

Alain Chouet

Les pires conjectures formulées au premier semestre 2011 concernant les mouvements de révolte arabes deviennent aujourd'hui réalité. Nous les avions largement exposées dans divers ouvrages et revues[1] à contre-courant d'une opinion occidentale généralement enthousiaste et surtout naïve. Car il fallait tout de même être naïf pour croire que, dans des pays soumis depuis un demi-siècle à des dictatures qui avaient éliminé toute forme d'opposition libérale et pluraliste, la démocratie et la liberté allaient jaillir comme le génie de la lampe, par la seule vertu d'un Internet auquel n'a accès qu'une infime minorité de privilégiés de ces sociétés.

Une fois passés le bouillonnement libertaire et l'agitation des adeptes de Facebook, il a bien fallu se rendre à l'évidence. Le pouvoir est tombé dans les mains des seules forces politiques structurées qui avaient survécu aux dictatures nationalistes, parce que soutenues financièrement par les pétromonarchies théocratiques dont elles partagent les valeurs, et politiquement par les Occidentaux parce qu'elles constituaient un bouclier contre l'influence du bloc de l'Est : les forces religieuses fondamentalistes. Et le « printemps arabe » n'a mis que six mois à se transformer en « hiver islamiste ».

Démocraties confisquées

En Tunisie et en Égypte, les partis islamistes, Frères musulmans et extrémistes salafistes, se partagent de confortables majorités dans les institutions et parlements issus des révoltes populaires. Et il serait là aussi hasardeux de voir dans ces différentes composantes des forces islamistes les prémices d'un pluralisme qui séparerait à terme le bon grain des démocrates modérés de

1. « Révoltes arabes : l'envers du décor » in « Outre-Terre », n° 29, Revue de l'Académie européenne de géopolitique, ouvrage collectif sous la direction du Pr. Michel Korinman, Paris, 10/2011. « Au cœur des services spéciaux. Menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », entretiens avec Jean Guisnel, La Découverte, Paris, 09/2011. « Le printemps libyen sera orageux » in « Marine et Océans », n° 231, 2e trimestre 2011, Paris.

bon de commande

à présenter à votre librairie ou à retourner à

ELLIPSES-Edition Marketing

32 rue Bargue 75740 Paris cedex 15 • Tél. : 01 45 67 74 19

www.editions-ellipses.fr

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ Pays _____

adresse mail _____@_____

Désire recevoir ..... exemplaire(s) de :

LA FACE CACHÉE DES RÉVOLUTIONS ARABES

536 pages 25 € 97827298-78757

Ci-joint la somme de ..... €

en ☐ chèque bancaire ☐ C.C.P. ☐ mandat postal

Date : Signature :

Règlement impérativement joint à la commande